

Pas de lien entre antisémitisme et immigration récente

RACISME Une étude inter-universitaire menée dans cinq pays brise un préjugé

► Les actes antisémites n'augmentent pas et ne sont pas liés à la présence de migrants venus récemment du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.
► C'est le double enseignement d'une vaste enquête, que nous avons pu consulter en primeur.

L'arrivée de migrants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord depuis 2011 a-t-elle un impact sur les comportements et attitudes antisémites en Europe ? C'est la question qu'a voulu explorer la fondation d'utilité publique allemande EVZ (« Erinnerung-Verantwortung-Zukunft » : mémoire-responsabilité-avenir). Elle a commandité une étude transnationale (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Belgique) au Center for the Study of Antisemitism de l'Université de Londres, dirigé par le Pr David Feldman.

C'est Marco Martiniello, professeur de sociologie à l'ULiège, spécialiste des migrations, et directeur du Cedem, et Muriel Sacco, chercheuse en sciences

politiques et sociales à l'ULB, qui ont été choisis pour mener l'enquête sur le territoire belge. Leur rapport sera présenté ce lundi ; nous avons pu le consulter en primeur.

L'enseignement de cette étude tient en deux points. *Primo*, les données quantitatives ne confirment pas une augmentation des incidents antisémites, mais la peur de l'antisémitisme existe bel et bien. *Secundo*, le lien entre la montée de l'antisémitisme et l'arrivée de nouveaux migrants n'est pas significatif.

Préjugés antisémites

Le fait est établi. Il existe au sein d'une partie de la population juive de Belgique – estimée entre 30.000 et 35.000 personnes, celle-ci ne forme pas une communauté homogène – une crainte diffuse que l'arrivée d'une nouvelle population en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord vienne renforcer le « camp musulman » en Belgique, souvent perçu comme « hostile ».

L'étude pointe trois facteurs avancés pour expliquer l'antisémitisme prêté aux réfugiés : leur socialisation par des régimes politiques parfois antisémites, leur hostilité supposée à l'égard d'Israël et leur ressemblance présumée avec la deuxième génération ou les générations suivantes d'immigrés

nord-africains, perçus comme porteurs de préjugés antisémites. Le malaise des Belges de confession juive est par ailleurs renforcé par l'impression que l'antisémitisme est parfois minimisé politiquement.

Pourtant, on l'a dit, les faits ne viennent pas corroborer les craintes. Cela ne veut pas dire que l'antisémitisme n'existe pas en Belgique – les données révèlent une large diffusion parmi la population belge de préjugés antisémites et d'opinions associées aux théories du complot – mais les migrants récemment arrivés n'ont pas été signalés comme auteurs d'actes antisémites.

Parlons-nous...

Les auteurs de l'étude ne se contentent pas d'objectiver les choses, ils avancent également un certain nombre de pistes pour améliorer le climat ambiant.

À leur estime, il serait ainsi utile de cartographier les initiatives existantes visant à la prévention du racisme, de l'antisémitisme, de la discrimination et des crimes de haine aux différents niveaux de pouvoir – notre complexité institutionnelle ne favorisant pas les politiques concertées.

Ils proposent également d'intégrer, de manière obligatoire, dans les programmes d'éduca-

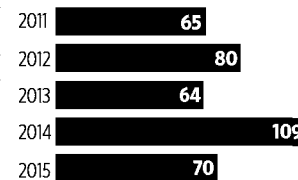
tion ainsi que dans la formation professionnelle, des modules de sensibilisation aux différentes formes de racisme et de discriminations, et d'enseigner l'immigration et la colonisation dans les cours d'histoire de Belgique.

Autres pistes : renforcer la formation des agents de police et des fonctionnaires chargés de l'enregistrement des plaintes relatives aux faits de haine, sensibiliser les représentants politiques et les professionnels des médias à une certaine banalisation de la parole raciste et antisémite, ou encore de soutenir et renforcer toutes les initiatives de nature à améliorer les contacts et mélanges interethniques.

En attendant, de manière plus ciblée, le rapport propose de prendre des mesures de sécurité publique pour les bâtiments juifs, financées par les pouvoirs publics. ■

WILLIAM BOURTON

Evolution de l'ensemble des incidents antisémites enregistrés en Belgique



LE SOIR - 28.05.18 - (Dernières données chiffrées disponibles)

l'expert « L'antisémitisme reste une réalité préoccupante »

Marco Martiniello, professeur de sociologie à l'ULiège, est, avec Muriel Sacco, chercheuse en sciences politiques et sociales à l'ULB, la cheville ouvrière du volet belge de l'étude internationale sur les éventuels liens entre une augmentation de l'antisémitisme et les vagues récentes d'immigration.

La question posée par l'étude est très sensible ; sa formulation même est « touchy »...

Effectivement. Nous avons eu une discussion préalable, en interne, pour savoir si la question était bien posée et si nous allions avoir la liberté de travailler de manière autonome. Nous avons eu tous nos apaisements, à la fois de la part de la fondation allemande, du coordinateur anglais et en voyant la composition de toutes les équipes – ainsi, pour la France, c'est Nonna Meyer (directrice de recherche émérite au CNRS, NDLR) qui était responsable ; c'est une des plus grandes spécialistes de ces questions-là.

Comment avez-vous procédé pour instruire le dossier ?

Il y a deux grands volets.

D'abord, nous avons récolté et analysé tout ce qui existait sur ces questions : les données de My-

ria (le Centre fédéral Migration), les enquêtes d'opinion qui ont été réalisées, etc., et on les a complétées par une enquête plus qualitative avec des experts clés et des personnes qui ont une expérience de terrain – au sein des organisations juives de Belgique et parmi celles qui travaillent avec les nouveaux migrants – et avec certains nouveaux migrants eux-mêmes. C'est un travail qui a duré un an.

On l'a dit plus haut, vous n'avez pas constaté de corrélation entre une augmentation de faits antisémites et l'arrivée de migrants...

En effet. Les données dont on dispose ne permettent pas, d'une part, de montrer qu'il y a une augmentation d'actes antisémites depuis une dizaine d'années, et d'autre part, de lier ceux-ci à la présence des nouveaux migrants. Et ce qui est intéressant, c'est que l'on arrive globalement à des conclusions semblables dans les cinq pays étudiés.

Les personnes qui arrivent de pays où existe un antisémitisme « historique » n'apporteraient donc pas ce préjugé avec elles en Belgique ?

Nous n'avons pas pu constater cela. On a même pu constater que, pour les nouveaux migrants, c'est quelque chose qui apparaît très

peu. Ils sont surtout préoccupés par le fait de reconstruire leur vie, d'avoir un statut, de trouver un travail, un logement... Ils n'ont même pas nécessairement de choses à dire par rapport à une communauté juive dont, souvent, ils ne connaissent même pas l'existence.

Pour autant, l'antisémitisme ne relève pas du phantasme...

Non. L'antisémitisme reste une réalité préoccupante en Belgique, mais nous n'avons pratiquement pas trouvé d'exemples où étaient impliquées des personnes arrivées dans les nouvelles vagues de migrants – parmi les personnes interrogées, une seule a eu une parole que l'on peut qualifier directement d'antisémite. La situation est sans doute différente avec les deuxièmes et troisièmes générations, mais ce n'était pas l'objectif de la recherche.

Quel aspect prend l'antisémitisme, aujourd'hui, en Belgique ?

Si l'on prend l'année 2015, par exemple, sur 70 incidents rapportés, 53 concernent les médias traditionnels et surtout internet – qui, cela se confirme, est un lieu de déchainement de toutes les haines, y compris la haine antisémite. En revanche, le nombre d'attaques physiques reste très

faible. Avec, évidemment, le cas de l'attentat au Musée juif, le 24 mai 2014, qui est d'une gravité énorme.

Le cycle du conflit israélo-palestinien se répercute-t-il sur les actes antisémites en Belgique ?

Quand survient un pic dans la tension israélo-palestinienne, on le lit effectivement ici aussi, en Belgique, avec une augmentation des incidents. On ne peut donc pas examiner la situation en tenant compte uniquement de ce qui se passe en Belgique.

On a rapporté des cas de déménagements vers Israël de citoyens de confession ou culture juive, qui ne se sentaient plus en sécurité en Belgique.

Avez-vous pu objectiver le phénomène ?

On n'a pas trouvé de statistiques fiables concernant les départs effectifs – des chiffres émanant d'organisations juives existent, mais on ne sait pas trouver la source des données. En revanche, ce qui est clair, c'est que le discours relatif à « l'antisémitisme croissant », imputé aux nouvelles migrations, renforce le sentiment d'insécurité et pousse certains à proposer le départ comme solution. ■

Propos recueillis par W.B.